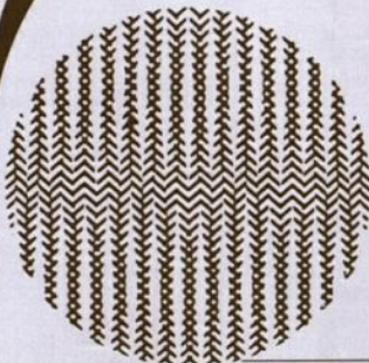
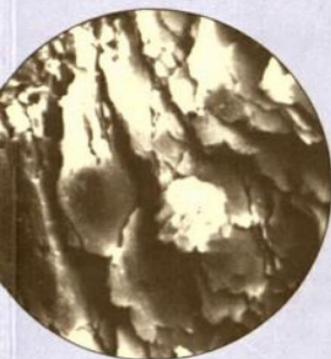


SCIENCES EN QUESTIONS

Michel Dron
Marie de Lattre-Gasquet
Éditeurs scientifiques

**Politiques d'aide
et recherche agricole**
Bilan et perspectives



INRA

EDITIONS

CIRAD

**Michel Dron
Marie de Lattre-Gasquet
Éditeurs scientifiques**

**Politiques d'aide
et recherche agricole**

Bilan et perspectives

Conférences-débats organisées
par la Direction scientifique du CIRAD
Montpellier, 1998-1999

Institut National de la Recherche Agronomique
147, rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07
**Centre de Coopération Internationale en Recherche
Agronomique pour le Développement**
42, rue Scheffer, 75116 Paris

La collection "Sciences en questions" accueille des textes traitant de questions d'ordre philosophique, épistémologique, anthropologique, sociologique ou éthique relatives aux sciences et à l'activité scientifique. Elle est ouverte aux chercheurs de l'INRA mais aussi à des auteurs extérieurs.

Directeur de collection
Raphaël Larrère

Texte mis en forme par le service des éditions et du multi-média du CIRAD.

© INRA, CIRAD, Paris, 2001
ISBN INRA : 2-7380-1000-8

ISSN : 1269-8490
ISBN CIRAD : 2-87614-490-5

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette proposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation des éditeurs ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France.

Introduction

*Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait
où il va.
Sénèque*

*Demain ne sera pas comme hier. Il sera nouveau et il
dépendra de nous. Il est moins à découvrir qu'à inventer.
Gaston Berger*

Depuis le début des années 1980, le domaine de l'aide au développement est plongé dans un contexte mouvant où les incertitudes quant à l'avenir sont grandes.

Au cours des quinze dernières années, un véritable décollage de nouveaux pays industriels en Asie, ainsi que le redémarrage économique de plusieurs nations d'Amérique latine ont pu être enregistrés. La plupart de ces pays se trouvent dans une situation de dualisme entre un dynamisme industriel et commercial et la persistance de forts retards en matière sociale, environnementale ou sanitaire. D'autres pays sont par ailleurs de plus en plus marginalisés. De nouveaux ensembles régionaux sont apparus. Les difficultés économiques, les problèmes de malnutrition et de sécheresse ont été aggravés par l'apparition de nouvelles pandémies ou la résurgence d'anciennes. Comment permettre à ce type de pays moins développés de participer à la dynamique globale ? Comment éviter que les écarts par rapport aux économies des pays développés ne se creusent davantage ?

Au cours de la même période, l'influence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international dans les politiques de libéralisation a rendu plus difficile le soutien des producteurs par les Etats et la régulation des marchés. L'aide publique au développement a diminué.

Les investissements privés et les placements financiers internationaux ont fortement augmenté et ont contribué au développement des marchés. Certains marchés profitent de cette évolution, alors que d'autres en sont exclus. Pourquoi l'aide publique au développement diminue-t-elle ? Quelle place va-t-elle avoir dans l'avenir ?

Par ailleurs, de nouveaux enjeux agroécologiques, qui concernent le monde entier et non plus seulement un produit ou une région, sont apparus. Il s'agit, par exemple, de la gestion de la biodiversité et de la viabilité des agroécosystèmes. La concurrence entre producteurs s'est accrue. Les entreprises privées jouent un rôle croissant dans l'accumulation de connaissances et, pour elles, les pays tropicaux représentent parfois la principale réserve de croissance. Les outils pour la recherche se sont sophistiqués et ont accéléré le rythme de l'innovation. Dans l'avenir, qui va répondre aux questions de recherche qui se poseront dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés sur le plan scientifique ? Qui va financer les travaux ? A qui appartiendront les résultats ?

La plupart des événements qui sont appelés à se produire ont déjà pris racine dans le passé. Aussi, un "coup d'œil au rétroviseur" fait partie d'une bonne conduite face au futur. La rétrospective est indispensable car, si l'histoire ne se répète pas, les hommes conservent, au cours du temps, de troublantes similitudes de comportement qui les conduisent, lorsqu'ils sont placés dans des situations comparables, à réagir de manière quasi identique et par conséquent prévisible. Ainsi, il existe dans le passé des leçons oubliées, riches d'enseignements pour l'avenir.

C'est dans cet esprit, qu'en 1998, la Direction scientifique du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) a repris et soutenu une initiative de deux chercheurs, Benoît Daviron et Bruno Losch, qui avaient proposé d'organiser deux séries de conférences pour les personnes travaillant au

CIRAD, et plus généralement dans les organismes membres d'Agropolis, le pôle international de recherche et d'enseignement supérieur agronomiques de Montpellier. Il s'agissait de traiter de questions relatives aux évolutions de l'environnement financier et structurel de la recherche agronomique pour le développement, ainsi que des débats en cours. La première série de conférences a porté sur la rétrospective et les perspectives de l'aide publique au développement et sur les dynamiques économiques et politiques dudit développement ; la seconde a traité des recompositions de la coopération internationale et de la recherche à l'heure de la mondialisation. La création d'un lieu d'information et de débat devait permettre de mettre en perspective les événements en cours et de préparer le CIRAD à mieux vivre les changements auxquels il serait confronté.

Sept conférences sont reprises dans cet ouvrage. Un conférencier a commencé sa carrière en Afrique en 1959. Les six autres sont nés entre 1945 et 1957 ; ils n'ont quasiment pas connu la période où la France avait des colonies. Cinq conférenciers ont consacré leur carrière aux questions de développement, et deux ont beaucoup contribué à l'analyse des politiques publiques de la recherche et de l'innovation.

Pour situer le contexte global, Charles Oman, un chercheur américain qui travaille au Centre de développement de l'OCDE, a été sollicité. Sa vision historique nous donne des éléments de réflexion sur la place des organismes publics, leurs modes d'intervention géographique et leur organisation interne. Charles Oman traite de la mondialisation. Celle-ci n'est pas un phénomène nouveau, mais aujourd'hui, d'une part elle remet en cause l'organisation du travail dans les entreprises, et d'autre part elle s'accompagne d'un mouvement de régionalisation. Ces événements, qui n'ont de rapport direct ni avec l'aide publique au développement, ni avec la recherche pour le développement, ont pourtant des conséquences impor-

tantes sur le rôle de l'Etat et sur la participation des pays du Nord au développement du Sud.

L'aide au développement, semble-t-il, a toujours reposé partiellement sur une composante éthique et compassionnelle. Néanmoins, passions, valeurs et perceptions changent et modifient le paysage. Ainsi, progressivement, à côté des administrations et des institutions religieuses, sont arrivés des mouvements associatifs, souvent portés par la société civile, qui ont porté sur les administrations un regard critique, ont drainé des sommes importantes, et enfin ont conduit à une forte augmentation du nombre des intervenants dans les pays en développement. Par ailleurs, les entreprises privées ont fortement investi. Les opinions publiques et les décideurs politiques doutent de plus en plus de l'efficacité de l'aide publique, et les montants alloués diminuent. L'idée que le marché peut faciliter le développement se répand. L'Etat doit donc avoir un autre rôle que celui qu'il avait jusqu'à maintenant. La multiplicité d'intervenants, aux objectifs souvent divergents et insuffisamment adaptés aux réalités locales, et l'importance de la manne financière, assortie de conditions de plus en plus précises, rendent difficile la définition d'une ligne de conduite pour les gouvernements des pays africains et les institutions locales. Il n'est pas non plus facile pour les administrations des pays développés et des partenaires traditionnels de s'adapter à ce nouveau contexte.

Pourquoi en est-on arrivé là, et où allons-nous pour l'avenir ? Ce sont à ces questions que Jacques Giri et Jean-David Naudet ont tenté de répondre, chacun avec son approche et son expérience. Jacques Giri a commencé sa carrière en Afrique en 1959. Il s'est consacré aux stratégies de développement et à l'économie de l'énergie et de l'environnement. Il connaît et aime l'Asie aussi bien que l'Afrique, ce qui lui permet des remarques décapantes. Jean-David Naudet a vingt-cinq ans de moins, mais a également consacré sa carrière à l'économie et aux stra-

tégies de développement. Il s'est particulièrement intéressé aux systèmes d'aide et aux relations entre pourvoyeur et récepteur d'aide.

Pour passer du contexte général de l'aide publique au développement à celui de la recherche pour le développement, Jacques Gaillard, actuellement en poste à la Fondation internationale pour la science (IFS), a été invité. En 1996-1997, il a été chargé par Jean Némo, le directeur général de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) — qui est l'établissement auquel appartient Jacques Gaillard —, d'analyser et de comparer les politiques, les institutions et les programmes mis en place par les pays du Nord pour soutenir les acquis de la recherche scientifique et technique dans ou pour les pays en développement. Il a donc mené une série d'enquêtes dont l'analyse permet de situer la recherche dans le paysage général des politiques de coopération. Son analyse rétrospective permet de mieux comprendre d'où l'on vient et les questions qui se posent pour l'avenir : en quoi notre activité est-elle légitime ? Existe-t-il un devoir d'ingérence scientifique ? Quelles stratégies différenciées adopter pour répondre à la disparité croissante entre les pays du Sud ? Quelles sont les conséquences de la privatisation accrue des activités de recherche sur les activités des organismes publics de recherche ? Face à l'émergence de ce que l'on appelle le "système mondial de la recherche pour le développement", comment coordonner sans unifier ? Jacques Gaillard propose des pistes de réponses à toutes ces questions. Michel Griffon, pour sa part, s'appuie sur les résultats du groupe de travail "Science et stratégie" de la revue externe du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) pour présenter cinq changements importants qui affectent actuellement le contexte scientifique, et analyser les réponses proposées par les centres internationaux de recherche agricole. Michel Griffon, directeur scientifique du CIRAD, est un analyste réformateur qui, après avoir participé activement à la modernisation des organismes

français de recherche agricole pour le développement dans les années quatre-vingts, a été invité à participer à celle des organismes internationaux de recherche.

Le paysage de la coopération internationale et de la coopération dans le domaine de la recherche agronomique étant situé, il a paru utile de s'informer sur le paysage général en matière d'organisation et de stratégie scientifique. Plusieurs questions se posaient. En quoi les conditions politiques, économiques, sociales et techniques d'exercice de la recherche ont-elles évolué ? Quelles sont les opportunités à saisir pour l'avenir ? Rémi Barré, directeur de l'Observatoire des sciences et des techniques (OST), apporte des analyses franches et provocatrices qui soulèvent des questions sur l'organisation générale de la recherche en France et nos habitudes de coopération. Saurons-nous réinventer nos dispositifs de formation, construire des projets régionaux cohérents, pénétrer les réseaux qui facilitent la circulation des connaissances et surtout éviter de céder aux habitudes ? Michel Callon, du Centre de sociologie de l'innovation (CSI) de l'Ecole des mines de Paris, approfondit pour sa part la question des relations entre la recherche publique et les entreprises privées. Certains des instituts dont est issu le CIRAD travaillaient étroitement avec le secteur privé. Cette question ne devrait donc pas être nouvelle pour cet organisme. Néanmoins, elle l'est, car le contexte général a changé : les entreprises se sont transformées, leurs relations avec les organismes publics de recherche se sont intensifiées et la nature de ces relations s'est diversifiée. Ces évolutions devraient modifier les missions des organismes publics, mais les administrations centrales ont des difficultés à engager des réformes. Les outils qui permettent de gérer les relations entre le public et le privé devraient également être revus.

Et maintenant, quelles perspectives ? Face aux changements de l'environnement, l'avenir d'une entreprise dépend en grande partie de ses forces internes, mais aussi

de ses faiblesses. Aujourd'hui, comme le dit Jean-David Naudet, le principal problème de la coopération semble venir de l'intérieur : les personnes qui la pratiquent, au Nord comme au Sud, sont démotivées et ont le sentiment d'une mission qui a perdu le sens de ses valeurs et de ses ambitions. Il est urgent de retrouver le sens et le goût d'une action motivante sur les plans humain et intellectuel. Il faut redéfinir les objectifs fondamentaux de la coopération, d'une manière qui soit politiquement réaliste et éthiquement défendable. La référence à une situation de solidarité et la nécessité d'une décision collective, nous semblent être des bases pour l'avenir. Les pistes de réflexion lancées par les sept conférenciers nous conduisent à envisager trois types de mutations pour l'avenir de la coopération scientifique entre la France, l'Europe, les pays émergents et les pays en développement, mutations nécessaires et interdépendantes.

Premier type de mutation : diversifier les modes de travail. L'époque post-coloniale de l'accompagnement des pays du Sud par ceux du Nord est terminée. La chute du mur de Berlin a transformé les rapports Est-Ouest, et le développement industriel de certains pays tropicaux et subtropicaux a bouleversé les rapports Nord-Sud et les rapports Sud-Sud. De nouvelles configurations économiques sont apparues. De nouveaux marchés ont émergé, permettant la création d'entreprises nationales et attirant des entreprises multinationales. Une grande variété d'acteurs est apparue. Sur le plan scientifique, des bouleversements ont également eu lieu. Il existe dans les pays tropicaux et subtropicaux une grande variété de systèmes de recherche, dont la situation peut être mesurée à plusieurs aunes : capacités humaines, outils techniques, capacités financières, équilibre géographique, thèmes traités, cohérence, etc. Même dans les pays les moins nantis, il n'est plus question de faire de la substitution. Par contre, partout, les pauvres, ceux dont l'existence ne leur appartient pas, comme le dit Amartya Sen, sont rejetés sur les marges des systèmes de production, dans

l'économie informelle ou sur les terres marginales. De ces changements rapidement évoqués, il ressort que les concepts de "recherche en coopération" et de "recherche au service du développement" doivent être revus. Les acteurs sont plus nombreux qu'il y a dix ans ; la coordination doit être plus forte, et de nouvelles alliances doivent être scellées. Les notions de formation, d'interaction et d'apprentissage doivent être réinventées avec l'aide des technologies de l'information afin de rebattre les cartes avec toute une série de pays ou de régions. Il semble utile d'une part de fonctionner dans un espace européen, et d'autre part de s'appuyer sur les réseaux locaux d'innovation dans lesquels connaissances tacites et savoir-faire circulent de manière directe et permettent des interactions rapides.

Deuxième type de mutation : un engagement plus fort des chercheurs dans les sociétés. Les sociétés sont confrontées à une série de questions extrêmement complexes et globales qui les conduisent à s'interroger sur leur propre devenir, et à d'autres qui sont de nature plus locale, mais d'une plus grande importance sur les plans sociaux et économiques. On peut citer les sources d'interrogations suivantes : la raréfaction des ressources face à une demande toujours croissante, les menaces portant sur l'équilibre physique et écologique de la planète, le devenir même de l'espèce humaine confrontée à l'évolution de son environnement, les risques sanitaires nouveaux, mais aussi la couverture des besoins alimentaires, la diversification des productions, la compétitivité des filières agro-industrielles. Pour répondre à ces questions, le contexte dans lequel la recherche opère a changé : accélération des processus de production de connaissances, capacité croissante à manipuler le vivant, nouvelles règles de propriété intellectuelle, imbrication croissante, d'une part entre la science et l'industrie, d'autre part entre la recherche publique et la recherche privée. Dans ces conditions, tous les chercheurs devront s'engager sur ces questions globales et locales et partager les savoirs, dans

la négociation et la contractualisation. Enfin, le métier de chercheur, où qu'il soit, devra inclure les dimensions du savoir, du pouvoir et de la médiation. L'aventure de la recherche n'est pas seulement une quête individuelle mais aussi une participation à la construction de la société de demain, construction qui ne peut se faire qu'en dialogue avec tous les citoyens.

Troisième type de mutation : renouveler les démarches scientifiques. Si, historiquement, la recherche dans le domaine agronomique fut surtout dirigée vers des acteurs individuels et des micro-espaces, elle doit aujourd'hui s'intéresser de plus en plus à des groupes humains et à des territoires. Cela entraîne des changements d'objets, qui imposent des travaux à d'autres échelles, d'autres pas de temps et d'autres niveaux d'organisation sociale. Parallèlement, pour ce qui concerne le monde vivant, les principales avancées scientifiques se situent à ses deux extrémités, le génome et les écosystèmes, avec la compréhension de son organisation et de ses mécanismes de diversification. Pour faire face à ces évolutions, il faut considérer les savoirs et les savoir-faire des acteurs comme de véritables sources de questions, puis inventer de nouveaux dispositifs de recherche qui permettent de prendre en compte ces acteurs dans leurs pratiques — faute de quoi les chercheurs ne peuvent espérer contribuer efficacement à l'innovation — et traiter le territoire comme un construit social et non plus comme un simple espace géographique. La nécessité s'impose aussi à la recherche de construire avec ses partenaires des programmes de recherche, à partir de leurs problèmes. Cela pose aux chercheurs et à leurs organismes de nombreuses questions d'ordre épistémologique, et renvoie les partenaires à leurs conceptions du développement et des rôles de la recherche dans la société. Il est demandé davantage de multidisciplinarité, de combinaisons, de modélisation

et d'intégration. Une seule institution de recherche ne peut plus avoir dans son portefeuille tous les ingrédients pour répondre aux questions posées.

Michel Dron
Professeur de biologie à l'université Paris-Sud

Marie de Lattre-Gasquet
Responsable de l'Observatoire du changement, CIRAD

Première partie

**Dynamiques économiques
et politiques de développement**

Charles Oman

**Globalisation,
régionalisation
et développement**

Préface

Présentation de Charles Oman

Américain et vivant en France depuis plus de vingt ans, Charles Oman s'est toujours passionné pour l'économie du développement, domaine auquel il a consacré l'essentiel de sa vie professionnelle.

Né en 1948 à Berkeley, en Californie, Charles Oman a fait ses études à l'Université de Californie à la fin des années 60. L'un de ses professeurs préférés était Alain Chopin de Janvry, un Français, professeur d'économie agricole à l'université de Berkeley, qui est actuellement membre du conseil scientifique du CIRAD. En 1973, Charles Oman est parti au Pérou où il a enseigné à l'École supérieure d'administration de Lima et mené des recherches sur le terrain afin de rédiger sa thèse de doctorat d'économie qui portait sur les processus historiques et en cours de développement et de sous-développement économique de ce pays. En 1977, il est retourné à l'Université de Californie à Berkeley où il a enseigné durant quelques années.

Depuis une vingtaine d'années, Charles Oman travaille au Centre de développement de l'OCDE¹, à Paris. Le Centre est un lieu de recherche prospective sur le développement économique et social, mais aussi un forum de dialogue informel entre décideurs, universitaires, représentants du secteur privé et de la société civile. Dans un premier temps, il a étudié les nouvelles formes d'investissement international dans les pays en développement. Son travail de qualité, et notamment son livre intitulé *Les*

1. OCDE : Organisation de coopération et développement économiques.

*nouvelles formes d'investissement international dans les pays en développement*², lui ont permis d'acquérir une réputation certaine parmi les universitaires. A la fin des années 80, Charles Oman s'est intéressé à l'histoire de la pensée économique sur le développement et en a tiré un livre, *L'évolution de la pensée économique sur le développement depuis 1945*³, qui constitue un ouvrage de référence. Dans un troisième temps, Charles Oman a analysé les conséquences de la mondialisation et de la régionalisation pour les pays en développement, et les interactions entre ces deux phénomènes⁴. Il réalise à la fois une analyse historique des facteurs qui ont conduit à la mondialisation, une étude de différents modes de coopération et d'intégration régionales, de leurs forces et leurs faiblesses, et un examen de l'influence des flux financiers et des modes d'organisation des entreprises. Il montre que ce sont les méthodes flexibles post-tayloriennes d'organisation de l'activité économique qui constituent la force microéconomique motrice de la vague actuelle de mondialisation. L'une des principales causes des problèmes structurels que connaissent les Etats-Unis et l'Europe réside dans la crise des organisations tayloriennes. Son approche est originale et soulève de nombreuses questions. L'essentiel des idées que Charles Oman présentera dans sa conférence est tiré de ces recherches, à la suite desquelles il a mené un projet sur les

2. Oman C., 1984. *Les nouvelles formes d'investissement international dans les pays en développement*, Centre de développement de l'OCDE, Paris, 154 p.

3. Oman C., 1991. *L'évolution de la pensée économique sur le développement depuis 1945*, Macmillan et Centre de développement de l'OCDE, Paris, 234 p.

4. Oman C., 1994. *Globalisation et régionalisation / quels enjeux pour les pays en développement ?*, Centre de développement de l'OCDE, Paris, 152 p.

Oman C., 1996. "Les défis politiques de la globalisation et de la régionalisation", Centre de développement de l'OCDE, Paris, *Cahier de politique économique*, n° 11, 61 p.